

LA JEUNESSE OUVRE UNE BRÈCHE



GRÈVE

MANIFS

BLOCAGES

ZOOM

Contre le Racisme
national, toutes à
Orléans le 24 octobre!

Page 3

INTERNATIONAL

Kenya. Un
internationalisme
concret

Page 4

ARGUMENTS



Dossier sur la
mobilisation
lycéenne

Pages 6-7

CHAMP LIBRE

Entretien avec Mathieu
Bonzom, auteur d'*Une histoire
de la gauche américaine*

Page 8

Édito

Glucksmann et le PS sont dans un bateau...

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Glucksmann et le PS sont dans un bateau. Le PS tombe à l'eau. Qu'est-ce qui reste ?

Le piège s'est refermé sur le PS. À force de se dire de gauche sans l'être, le parti qui fut hégémonique à gauche pendant des décennies se range derrière un homme qui n'est même pas des siens, celui-là même qui proclamait en 2019 que le PS devait mourir. Un sabotage.

Glucksmann remporte la primaire dès le premier tour avec 66 % des voix, contre 14,5 % pour Olivier Faure. Après des décennies de politiques libérales, accélérées sous Hollande, la dégringolade se poursuit. En tirant des bords à bâbord et à tribord, Faure se retrouve le bec dans l'eau.

Il faut dire que cette primaire était taillée sur mesure pour le chef de Place publique : un scrutin restreint (résultat : 79 000 votantEs, quand Benoît Hamon avait recueilli à lui seul 600 000 voix au premier tour de la primaire de 2017), des règles à sa main. Qui, en effet, débourse 15 euros pour un tel vote, sinon les plus déterminéEs à faire barrage... à Mélenchon ?

Car ce vote n'avait qu'une fonction réelle : un référendum du centre gauche sur l'alliance avec Mélenchon et La France insoumise, ne fût-ce qu'au second tour ou pour les législatives. Sans surprise, le refus l'a emporté.

Face au danger de l'extrême droite, cette orientation est désastreuse. Glucksmann prétend barrer la route au RN, mais c'est contre une partie de la gauche qu'il dresse un cordon sanitaire, en diabolisant LFI et son candidat, notamment pour sa dénonciation du génocide en Palestine.

Il revient à toutes et tous, de LFI à l'ensemble des composantes de la gauche sociale et politique, de construire un front unique antifasciste, avec la candidature Mélenchon comme modalité électorale. Cela suppose une démarche unitaire, qui laisse sa place à chacune des forces engagées.

Mais ce front se construira d'abord par en bas : dans la révolte de la jeunesse, dans les luttes écologistes et antiracistes, contre l'austérité et la répression, dans les syndicats, les quartiers et les cadres unitaires. C'est là que se forge la force capable de faire reculer l'extrême droite et de changer la société.

Bien dit

Un cessez-le-feu n'a aucun sens si des enfants continuent d'être tués

INGER ASHING, directrice générale de Save the Children, a fait cette déclaration à l'occasion de la journée internationale de mobilisation pour la Palestine du samedi 10 octobre, pour les trois ans du génocide en cours. Des centaines de milliers de manifestantEs ont participé à 325 événements dans le monde, dont 176 en Europe, pour dénoncer le génocide à Gaza et soutenir les PalestinienNEs.

À la Une

MOBILISATIONS 17 octobre : toustes ensemble pour élargir la révolte !

Depuis trois semaines, les lycéenNEs bousculent la situation politique. Les manifestations des 6 et 13 octobre ont réuni chacune près d'un demi-million de personnes.

Ni la brutalité policière ni les fermetures de lycées n'ont étouffé la mobilisation. Cette jeunesse redonne confiance à celles et ceux qui refusent de subir. Le 17 octobre, transformons cet élan en une riposte commune aux attaques du gouvernement.

L'élan lycéen

Derrière les blocages, il y a des cours sans professeurEs, des classes surchargées, des bâtiments dégradés et des journées épuisantes. Cette lutte pour les conditions de travail des lycéenNEs met en cause une école qui distribue inégalement les moyens et les possibilités d'avenir. Parcoursup et les orientations imposées aggravent ce tri. Les jeunes des quartiers populaires refusent que leur adresse ou leur origine supposee détermine leurs droits. Leur révolte oppose à la fascisation une aspiration à l'émancipation : des mineurEs n'attendent pas de pouvoir voter pour agir (lire pages 6-7).

Le gouvernement traite ces adolescentEs en ennemiEs. Au 8 octobre, 6 877 gardes à vue étaient recensées, dont 5 890 concernant des mineurEs. Aux mutilations s'ajoute le lock-out de plus de 400 lycées. Une partie des médias couvre cette violence en réduisant le mouvement aux incendies et aux affrontements (lire pages 6-7). La détention de Ritchy Thibault, militant contre l'antitsiganisme interpellé après une prise de parole devant



des lycéenNEs, montre que la répression frappe aussi leurs soutiens (page 3). Sa libération, l'amnistie des jeunes et le départ de Nuñez et Geffray sont l'affaire de tout notre camp.

Des combats à unir

Alors que le budget 2027 arrive en séance à l'Assemblée, les revers subis en commission ne doivent pas faire illusion : les députéEs repartent du texte gouvernemental. L'« effort » annoncé atteint 54 milliards d'euros, dont 43 milliards de mesures nouvelles. Retraites, prestations sociales, santé et services publics sont visés, tandis que les armées recevraient

6,4 milliards supplémentaires. Les manques dénoncés dans les lycées procèdent de ces choix de classe. Aux salariéEs de les combattre avec leurs propres exigences : hausse des salaires et des pensions, blocage des prix, emplois et moyens pour les services publics, financement pris sur les profits. L'austérité compromet aussi la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Après le vote du 13 octobre, la « loi intégrale » reste loin des demandes féministes et enfantistes. Les financements promis ne sont pas garantis. Sans personnels, sans hébergements et sans ressources pour quitter un conjoint violent,

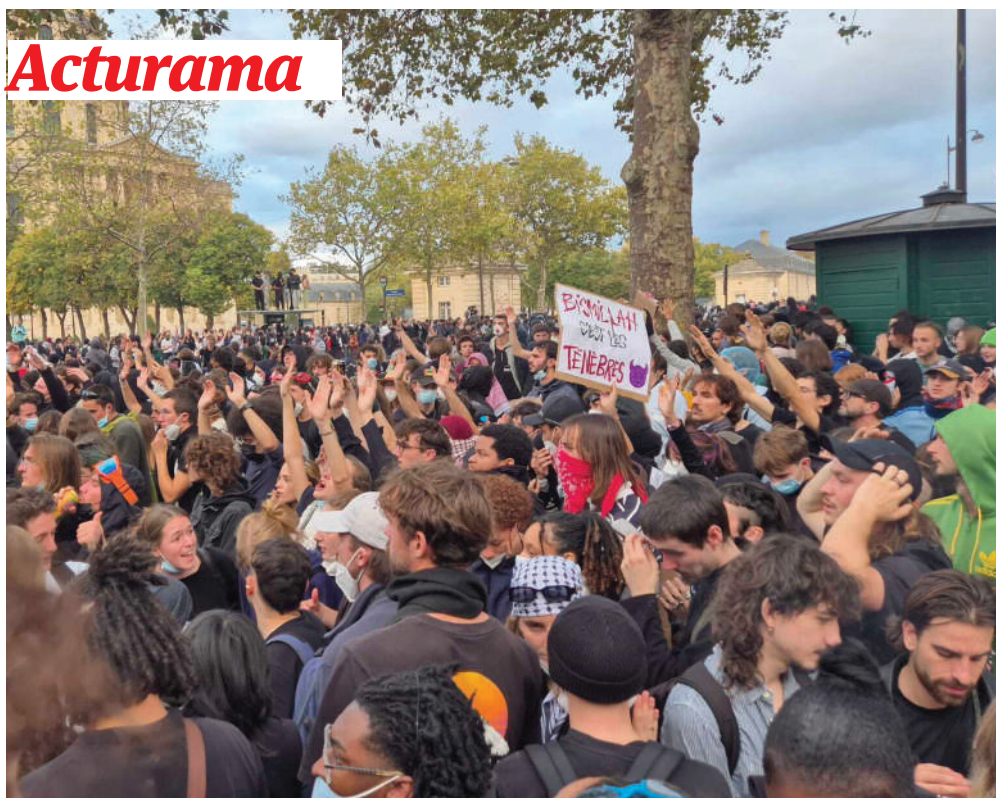
les droits restent largement inaccessibles. Les moyens de la prévention et de la protection des victimes font pleinement partie de la bataille budgétaire (page 5). Les drapeaux palestiniens dans les manifestations disent aussi le refus d'un avenir fait de guerre et d'oppression. Face au génocide et à la complicité française, notre solidarité doit imposer l'arrêt des livraisons d'armes à Israël (page 4). Construire ce camp de la solidarité exige également de barrer la route au RN. Le 24 octobre, retrouvons-nous à Orléans contre son congrès, avec les syndicats, associations et organisations politiques réunis dans un large appel unitaire (page 3).

Le 17, rassemblons nos forces !

Soixante-cinq ans après le massacre du 17 octobre 1961, réclamer vérité et justice, c'est aussi contester le racisme d'État qui persiste aujourd'hui (page 5). Faisons du 17 une journée où se rejoignent les lycéenNEs, les salariéEs et toutes les luttes contre la vie chère, les discriminations et la répression. Les vacances commencent ce jour-là : gardons le contact pour préparer la reprise des blocages à la rentrée. Dans les entreprises, organisons la grève sans attendre le calendrier scolaire. Fixé trop loin au départ, le 5 novembre peut maintenant devenir un rendez-vous pour entraîner de nouveaux secteurs. D'ici là, multiplions les assemblées et les échanges.

Le 17 octobre, prenons la rue ; le 5 novembre, faisons grandir la grève !

La rédaction



RÉVOLTE LYCÉENNE Encore un demi-million le 13 octobre

Pour le deuxième mardi consécutif, la mobilisation initiée par les lycéenNEs a rassemblé près d'un demi-million de personnes dans les rues ce mardi 13 octobre. Photos CYBÈLE D



ANTIFASCISME Contre le Racisme national, toustes à Orléans le 24 octobre!

Si, au sortir de cet été caniculaire, une cinquantaine d'organisations étaient signataires de l'appel unitaire, ce sont maintenant au moins 66 organisations qui appellent à se mobiliser le 24 octobre à Orléans.

L'unité la plus large contre le FN/RN

Le front syndical composé de la CGT, de la FSU et de Solidaires a vu la CFDT et l'UNSA rejoindre la mobilisation. Du NPA-A à la LDH, de la Confédération paysanne à Tsedek, de LFI à la Marche des solidarités en passant par les organisations syndicales, l'arc des forces est impressionnant. Notre porte-parole Christine Poupin sera présente, comme Sophie Binet, Bally Bagayoko, Clémentine Autain ou Emmanuel Duplessy...

D'autres initiatives se préparent pour le 25, mais la mobilisation du 24 représente sans doute déjà le plus large cadre unitaire jamais constitué contre le FN/RN. Elle doit donc être l'occasion de réussir une manifestation massive le 24, mais aussi de (re)construire les fronts antifascistes, larges et unitaires, que nous défendons.

Faire dérailler la campagne du RN

Aujourd'hui, la campagne de Le Pen patine. Il y a d'abord eu les crises internes avec le retour de Marion Maréchal qui déplait à Bardella et la purge des bar-

Les 24 et 25 octobre, le RN tiendra son congrès à Orléans pour lancer sa campagne présidentielle. Face à cette démonstration de force, la mobilisation antifasciste s'élargit.



dellistes. Puis les révélations médiatiques sur le passé antisémite et soralien du même Jordan Bardella, qui ne surprennent personne mais qui ont paralysé le RN.

Le RN n'arrive pas à se faire entendre pendant cette séquence de mobilisations sociales, et son budget d'hyper-austérité a même été étrillé par tous les économistes bourgeois que Marine Le Pen veut draguer. L'objectif, c'est de faire complètement dérailler sa campagne dès le 24 octobre.

Par une mobilisation de masse, nous pouvons montrer qu'une majorité du monde du travail et des classes populaires rejette son suprémacisme blanc, ses politiques racistes, sexistes, LGBTIphobes, climato-négationnistes...

Par une mobilisation de masse, nous pouvons invisibiliser Le Pen et son meeting, comme nous avons réussi à le faire l'an dernier à Montargis face à leur Fête de la Victoire.

Par une mobilisation de masse, nous pouvons leur mettre la

pression et attiser les clivages internes. Ce fut le cas lors de la manifestation contre le congrès du FN à Strasbourg en 1997, qui a accéléré les dynamiques centrifuges entre Le Pen père et Mégret et abouti à l'explosion de 1998-1999.

Par une mobilisation de masse, nous pouvons redonner confiance à notre camp social, montrer qu'il est possible de relever la tête, construire des cadres collectifs larges pour les solidarités et les résistances d'aujourd'hui et de demain, et pourrir partout la campagne de Le Pen.

Convergeons à Orléans!

Différents cars et covoiturages se préparent un peu partout pour converger sur Orléans le 24. Ils partiront de région parisienne, de Bretagne, du Grand Est, de Marseille, d'Occitanie... Ils sont organisés par des UD CGT, la Marche des solidarités, des collectifs unitaires... ou par le NPA-A, notamment à Paris en lien avec les camarades de l'UCL et des FemRevs...

Pas de fachos dans nos quartiers, pas de fachos dans nos campagnes, pas de fachos à Orléans, pas de fachos à l'Élysée! Toustes à Orléans le 24 octobre pour la manifestation et le village antifasciste!

Sally Brina

RÉPRESSION Soutien à Ritchy Thibault

Le 1^{er} octobre, le militant antiraciste Ritchy Thibault, engagé contre l'antitsiganisme, a été interpellé à Saint-Denis après une prise de parole devant des lycéenNEs mobiliséEs, puis placé en détention provisoire. Poursuivi notamment pour des propos tenus à cette occasion, il doit être jugé le 9 décembre. Ses avocats dénoncent un précédent inquiétant: l'incarcération d'un militant politique pour ses propos. Nous lui adressons notre soutien par cette lettre ouverte.

Cher Ritchy, cher camarade, Au nom du NPA-l'Anticapitaliste, nous t'adressons notre soutien le plus sincère.

Tu as été interpellé par la police pour ta présence avec les jeunes mobiliséEs le 1^{er} octobre. Depuis plus de dix jours déjà, tu es en détention. La répression et la criminalisation du mouvement social ont passé un cap autour de cette mobilisation de jeunesse, et tu en as indéniablement été l'une des victimes.

Cette sanction judiciaire te prive également de participer à la mobilisation du 17 octobre, qui incarne si bien la totalité de tes engagements — avec les Gilets jaunes, avec PEPS, et au sein de l'antiracisme politique. Nous t'adressons tout notre soutien car nous sommes une organisation militante et nous savons la vigueur de tes engagements et la profondeur de tes convictions.

Surtout, nous nous reconnaissons une dette envers toi. Ton engagement antiraciste contre l'antitsiganisme, ta détermination et ta constance t'honorent et nous en sommes reconnaissantEs. Il est indéniable que

ta contribution à la reconnaissance de la romphobie et de l'antitsiganisme en France est irremplaçable et nous te remercions d'avoir participé à nos universités d'été.

Et puis, la répression qui s'abat sur toi nous concerne toustes. C'est pourquoi nous nous battons pour que tu sois remis en liberté et que tu puisses une nou-



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

velle fois prouver ton innocence, et nous nous mettons à la disposition de ton comité de soutien. Nous espérons te revoir bientôt, dans la rue, pour revendiquer ensemble davantage de justice sociale et pour en finir avec ce système capitaliste et raciste qui t'a déjà tant pris.

La commission nationale antiracisme

UKRAINE Trump vient au secours de Poutine

Selon Trump, Zelensky, en frappant les raffineries russes, est responsable de la pénurie mondiale de diesel. Le président US, à la veille des élections de mi-mandat qui s'annoncent fort mal pour lui, veut absolument faire baisser le prix du carburant dans son pays. C'est pourquoi le fasciste US reprend le discours de son acolyte russe et demande le départ de Zelensky.

Mais comment organiser de nouvelles élections dans un pays en guerre où 20% du territoire est occupé par l'armée russe, avec des millions d'UkrainienNEs qui ont dû quitter leurs foyers, partir à l'étranger? C'est non seulement impossible, mais ce n'est pas le souhait de la très grande majorité de la population. Le peuple ukrainien veut la fin de la guerre, mais pas au prix de l'abandon à Poutine des territoires actuellement envahis par

la Russie, où des millions de ses compatriotes vivent sous le joug de l'armée russe d'occupation. En réalité, Trump veut un président ukrainien au service des intérêts conjoints russo-étatsuniens, qui, sous couvert de «faire la paix» avec la Russie, capitulerait devant les exigences de Poutine, ce à l'encontre de la volonté de la grande majorité de sa population!

Le président étatsunien est prêt à sacrifier l'Ukraine afin de rattraper son retard dans les sondages. Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple ukrainien attaqué par le duo impérialiste, cynique et cruel qui prétend gouverner le monde.

Nous appelons toute la gauche et le mouvement social à se mobiliser aux côtés de l'Ukraine. Paris, le 11 octobre 2026

Communiqué du comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)

No comment

Non, on n'a pas un armement disproportionné en France

Dixit MAUD BREGEON, porte-parole du gouvernement, interrogée jeudi 8 octobre par franceinfo sur le maintien de l'ordre lors des mobilisations lycéennes. La veille, la police avait suspendu les grenades assourdissantes après qu'un lycéen de 15 ans a eu la main arrachée à Lens. À Tours et Argenteuil, deux adolescents de 16 ans ont été blessés à l'œil par des LBD; à Saint-Ouen-l'Aumône, Eden, 14 ans, a pris un tir de lance-grenades dans la mâchoire... (Lire notre dossier pages 6/7)

Agenda

Jeudi 15 octobre, Rencontre de la Brèche avec Gilbert Achcar, Montreuil (93). À 19h, Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

Vendredi 16 octobre, conférence «Du 17 octobre 1961 à aujourd'hui, racisme et violences policières», Strasbourg (67). À 19h au FEC, 17 place Saint-Étienne.

16-18 octobre, weekend antifasciste «Tant qu'il le faudra», Grenoble (38). Vendredi 19h: table ronde «Fascisme et contrôle des corps» (salle Monique-Eleb, 7, rue Maurice-Dodero). Samedi 20h: Drag show et concert avec Habibitch, Chicken's call (la Bifurk, 2 rue Gustave-Flaubert).

17-18 octobre, mobilisation contre le projet de data center de Google, Ozans/Châteauroux (36). Infos: <https://www.instagram.com/ozansdirenon/>

Samedi 17 octobre, toustes dans la rue!

Samedi 17 octobre, commémorations du 17 octobre 1961. À Paris, manifestation à 16h30 du cinéma REX au pont Saint-Michel. À Strasbourg, manifestation à 16h place Kléber, commémoration à 17h30 au pont Corbeau et verre de l'amitié à 18h15 place du 17 Octobre 1961.

Samedi 24 octobre, mobilisation nationale contre le congrès du RN, Orléans (45). À 10h30: manifestation devant la Cathédrale d'Orléans. À 13h30: village au Campo Santo, avec conférences, débats et concerts.

Mercredi 4 novembre, «2027: Révolte antifasciste», meeting du NPA-l'Anticapitaliste à la Bellevilloise, Paris (75). À 20h, 19-21 rue Boyer, Paris 20°.

Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion:
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
1225-C-93922

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
1800 exemplaires

Directrice de publication:
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction:
Olivier Lek Lafférière

Graphisme:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



IMPÉRIALISME Rubio en Grèce: une visite à 4 milliards de dollars

Contrats d'armement et commerce du gaz: la visite de Marco Rubio à Athènes renforce le rôle de la Grèce au service de l'impérialisme américain.

A lors que, cet été, une famille grecque sur deux n'a pas eu les moyens de partir en vacances même une semaine, le gouvernement de l'ultralibéral Mitsotakis vient de signer pour plus de 4 milliards de dollars d'armement américain lors du passage à Athènes du ministre des Affaires étrangères Marco Rubio.

Encore des contrats d'armement!

La visite de Rubio est la sixième d'un « dialogue stratégique » inauguré sous... Syriza, et l'un des points principaux est bien sûr celui des achats d'armes, effectués dans un double cadre : la course nationaliste aux armements face à « l'ennemi turc », mais plus largement, le rôle grec de gendarme régional de l'impérialisme américain, avec deux bases navales facilitant les opérations US au Proche-Orient. Bien sûr, une grosse opération commerciale, avec la rénovation d'avions F-16 et l'armement des prochains F-35.

Mais la visite visait aussi à un rappel : ces dernières années, Mitsotakis a développé son sous-impérialisme en diversifiant les achats d'armes. On se souvient des deux contrats de 7 milliards d'euros avec la France (Rafale et frégates). Cet été, Mitsotakis, grand défenseur de Netanyahu, a signé avec Israël un contrat de 3 milliards pour l'installation d'un « bouclier d'Achille », équivalent du Dôme de fer, contre toute attaque aérienne venue du Proche-Orient. Rubio a alors tenu à rappeler qu'il ne faut pas faire d'infidélités au grand allié américain — l'ambassadrice en Grèce aurait affirmé (*Wall Street Journal*) ce printemps à un ministre grec que les USA pouvaient faire tomber tout gouvernement ! En guise de soumission, le ministre grec des Affaires Étrangères a mentionné le rôle militaire grec dominant dans des opérations complices en mer Rouge ou dans l'océan Indien, et salué l'axe Grèce-Chypre-Israël sous supervision américaine...



Sur la banderole: « l'OTAN et ses bases hors des Balkans, non aux dépenses militaires, contre la guerre, l'impérialisme et le nationalisme ». PHOTO LIBÉRATION COMMUNISTE/PRIN

Stratégie gazière

Un autre volet du Dialogue : le commerce, avec le rôle central de la Grèce comme placier du gaz américain GNL à destination de l'Europe centrale et orientale — le « corridor énergétique » — en remplacement du gaz russe. Élément clé du dispositif : la flotte grecque, avec ses armateurs prêts à se vendre à tous les dictateurs, Poutine ou Trump. Dispositif gagnant-gagnant pour les patronats pollueurs des deux pays.

Par ailleurs, Rubio a refusé de donner un avis clair sur l'opération du câble électrique sous-marin que la Grèce veut installer jusqu'à Chypre et Israël, la Turquie le refusant en prétendant que le câble passerait par son plateau continental. Néanmoins, Mitsotakis a offert à Rubio, porte-parole de l'extrême droite internationale, le privilège d'un discours sur la Pnyx, là où l'antique démocratie athénienne tenait ses assemblées : Rubio y a développé ses délires impérialistes et racistes, en se basant sur... les guerres médiques !

Annoncée bien tard et placée sous grosse protection, la visite n'a pas pu être reçue avec tout l'éclat mérité : néanmoins, environ 5 000 manifestantEs (en deux cortèges...) ont pu proclamer Rubio « indésirable ».

A. Sartzeis, à Athènes, le 11 octobre 2026

PALESTINE 3 ans de génocide

La séquence ouverte le 7 octobre 2023 par l'action militaire de la branche armée du Hamas et d'autres groupes de Gaza se poursuit trois ans après.

Malgré un cessez-le-feu vieux d'un an qui n'en a que le nom, la « situation palestinienne » reste sans perspective de résolution et reste un marqueur de l'intensité des conflits internationaux.

Cauchemar à Gaza

Pour Gaza, le cauchemar entre dans sa quatrième année. Les attaques ont tué directement 80 000 personnes, mais les causes indirectes en auraient tué deux à trois fois plus ; au moins 20 000 enfants ont été assassinés.

Malgré leur diminution depuis le cessez-le-feu officiel du 10 octobre 2025, les massacres se poursuivent. L'armée israélienne a réduit l'espace disponible aux Gazaouis à 37 % de la bande et tue sans sommation quiconque s'approche. L'aide humanitaire et les marchandises sont plus drastiquement limitées qu'avant 2023. Des villes et des zones d'habitation ont été rasées, comme Rafah, qui n'existe plus. Des millions de tonnes de décombres et des dizaines de milliers de tonnes de munitions non explosées subsistent.

Le bilan total des morts sera difficile à établir : Israël évacue aussi les décombres et les cadavres de son côté pour effacer les preuves de cette gigantesque fabrique de mort et de destruction organisée depuis trois ans.

Sans compter les dynamitages systématiques, Israël a largué près de 200 kt, soit un tiers du tonnage largué par les États-Unis durant toute la Seconde Guerre mondiale, tous théâtres d'opérations confondus. À comparer aux bombardements de Dresde (3,9 kt), Hambourg (8,5 kt) ou Londres (19 kt). C'est ce niveau de destruction massive que cet « anniversaire » doit marquer.



Et pour toutes les PalestinienNEs

Il ne se limite pas à Gaza. En Cisjordanie, à Jérusalem-Est et contre les citoyenNEs « arabes » d'Israël (les PalestinienNEs de 48), le projet colonial et génocidaire israélien se déploie systématiquement et violemment. Les attaques de colons ont augmenté de manière exponentielle. Aidés de l'armée, ils empêchent systématiquement la récolte des olives. Des villages entiers sont menacés de pogroms. Toute résistance se heurte à l'armée, qui utilise les colons comme colonne avancée.

Dans les camps de réfugiéEs de Jénine et Tulkarem, l'évacuation de zones entières a contraint des dizaines de milliers de personnes, déjà réfugiées, à fuir leur logement.

Des villages sont détruits dans le Néguev, comme la maison du Bédouin acclamé pour avoir protégé des dizaines de participantEs au festival Nova le 7 octobre.

Les 200 000 travailleurEs palestinienNEs qui travaillaient régu-

lièrement en « Israël » ont perdu leur emploi après la révocation de leurs permis.

Depuis trois ans, la vie de millions de PalestinienNEs a été bouleversée. Selon le dernier rapport de l'association de soutien aux prisonnierEs Addameer, Israël a arrêté 7 352 PalestinienNEs depuis début 2026, soit 26 par jour.

Depuis le 7 octobre, environ 26 000 PalestinienNEs ont été arrêtéEs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, dont 2 000 enfants et plus de 800 femmes. Environ 9 300 restent emprisonnéEs, dont 4 520 sans inculpation ni procès, et 92 ont été tuéEs en détention. La peine de mort votée par le gouvernement israélien contre les prisonnierEs palestinienNEs est donc, d'une certaine manière, déjà appliquée...

Une société israélienne en crise

Paradoxalement, le gouvernement de Benjamin Netanyahu, constitué en novembre 2022, aura été le plus stable et le plus à droite de l'histoire israélienne. Les élections de fin octobre pourraient clore un cycle pour Netanyahu, accusé d'avoir sciemment laissé faire le 7 octobre sans rien dire. Mais ce spécialiste de la longévité politique a toujours trouvé dans la société israélienne les ressources pour rester au pouvoir : il suffit de tuer des PalestinienNEs, des LibanaisEs ou des IranienNEs. Aucun candidat ne remet en cause le caractère colonial, génocidaire et d'apartheid du régime. Même les plus « modérés » rivalisent dans la surenchère sur Gaza, l'Iran, etc.

La société israélienne est pourtant en crise, son économie en lambeaux, ses réservistes armés ayant participé à l'un des premiers génocides du 21^e siècle. Les élections palestiniennes sont reportées à septembre 2027, plus de 20 ans après les dernières. Les perspectives politiques n'ont jamais semblé aussi sombres. Pourtant, la résistance existe : malgré les difficultés, les cours reprennent à Gaza, des PalestinienNEs organisent des groupes d'autodéfense en Cisjordanie et Israël n'a jamais semblé aussi isolé.

Édouard Soulier



KENYA Un internationalisme concret

La lutte pour les droits des travailleurEs kényanEs de la multinationale française des services numériques s'organise de Nairobi à Paris.

Voici un bel exemple de lutte internationale. La CGT de la branche des télécommunications, en lien avec des associations kényanes, avec le soutien de juristes et en s'appuyant sur les travaux d'universitaires, a lancé une mise en demeure contre la société Téléperformance.

Le social à la ramasse

Bien que peu connue du grand public, la société Téléperformance, appartenant à la holding TP, est une multinationale française employant plus de 400 000 salariéEs à travers le monde. Au fil des acquisitions de nouvelles entreprises, TP s'est diversifiée, passant des centres d'appels dédiés à la gestion de la relation client à la gestion des visas ou encore à la modération sur les réseaux sociaux.

Le PDG perçoit un salaire fixe annuel de 2625 000 dollars, auquel s'ajoute une part variable du même montant, tandis que la plupart des employéEs en France gagnent péniblement un peu plus que le SMIC. Enfin, comme l'indiquait Hadrien Clouet, député de La France insoumise (LFI), dans sa question à l'Assemblée nationale en 2024, les 340 interventions de l'inspection du travail

depuis 2016, les 60 contrôles sur place visant à vérifier le respect de la réglementation du travail, les 150 lettres d'observation, la douzaine de rapports et les huit mises en demeure donnent une idée du climat social qui peut régner dans cette entreprise.

Des salariéEs en danger

On s'en doute, cette maltraitance sociale se retrouve partout où l'entreprise est implantée. Au Kenya, elle n'hésite pas à employer des migrantEs sans papiers, ce qui lui permet de maintenir une pression sur les salariéEs, d'autant que, dans ce pays, c'est à l'entreprise d'effectuer les démarches de régularisation auprès de l'administration.

Si les cotisations sociales sont prélevées sur les salaires, elles sont versées avec retard, voire pas du tout, mettant en difficulté les salariéEs et leurs familles, notamment lorsqu'il s'agit de se soigner. Toute voix dissonante est sanctionnée, surtout lorsqu'il s'agit de syndicalistes.

Enfin, les salariéEs chargéEs de la modération sur les réseaux sociaux sont soumisEs à un flux continu de contenus et doivent identifier, en quelques dizaines de secondes, la règle applicable pour décider de la sup-

pression d'une publication. À cette pression s'ajoutent les effets traumatiques de l'exposition à des contenus extrêmement violents. L'accompagnement psychologique proposé par l'entreprise est loin d'être à la hauteur. Consulter le psychologue de l'entreprise prend du temps, au risque de ne pas atteindre les objectifs de productivité. De nombreux salariéEs doutent par ailleurs de la confidentialité des entretiens. Le prix à payer par les salariéEs pour assurer un rendement de 6,35% aux actionnaires.

Mobilisation internationale

En lien avec deux organisations kényanes, Data Labelers Association, qui soutient les data workers, les travailleurEs de la donnée, et The Oversight Lab, qui défend des droits humains dans le domaine des nouvelles technologies, la CGT a déposé une mise en demeure dans le cadre de la loi sur le devoir de vigilance de 2017.

L'entreprise, dont les bénéfices se sont élevés à 497 millions d'euros en 2025, dispose de trois mois pour prendre des mesures garantissant la protection des salariéEs ainsi que le respect de la législation en matière de permis de travail et de droits syndicaux. À défaut, le syndicat saisira les tribunaux compétents. Un exemple à suivre d'une réponse ouvrière à la politique de délocalisation des entreprises.

Paul Martial

LES NÔTRES
Jean-Marc Pigault

Notre camarade Jean-Marc Pigault (Max) est décédé brutalement le 7 septembre 2026, à l'âge de 71 ans.

Militer à la LCR puis au NPA avec Jean-Marc, c'était travailler joyeusement à la révolution : Jean-Marc était un militant révolutionnaire d'une sincérité absolue, mais qui n'oubliait jamais de rire des événements. Et comme il en avait une excellente mémoire, il pouvait raconter, sans jamais jouer à l'ancien combattant, les combats qu'il avait menés avec nous, ou au moins dans le même camp que nous, puisqu'il n'avait pas toujours été à la LCR. Ses ennemiEs préféréEs étaient les fascistes, les patrons, les gouvernements à leur service, les bureaucrates syndicaux et politiques... Et ses amiEs, au-delà de ses camarades de la Ligue et du syndicat, tous ceux et toutes celles qui luttaien, en particulier ceux et celles qui inventaient de nouvelles formes de lutte pour l'égalité, pour l'émancipation, pour le progrès social...



Fondamentalement, Jean-Marc avait l'esprit libertaire. Il était éducateur spécialisé et travaillait dans une institution prenant en charge des jeunes déficientEs intellectuelLEs, et dans son investissement syndical, à la CFDT puis à SUD (au syndicat santé-sociaux du 92), il a toujours été à la pointe des mobilisations de son secteur, sachant entraîner les collègues dans des assauts joyeux des forteresses patronales. Pour lui, une mobilisation syndicale était vraiment réussie quand elle s'accompagnait d'une occupation, et c'était un cauchemar pour les représentantEs du patronat et les bureaucrates syndicaux. C'est dire s'il a laissé de bons souvenirs... chez les travailleurEs en lutte. Jean-Marc a longtemps fait partie du SO : cela répondait à son goût pour l'action. Pas tant pour la castagne, à la façon des mémés toulousaines de Claude Nougaro, que pour le goût d'une bonne préparation qui évite les désastres dans les confrontations de rue, lors de manifs qu'on savait à l'avance devoir être « chaudes ». Et tout naturellement, on a fait appel à lui pour renforcer le petit pool de camarades chargéEs d'assurer la protection des « personnalités en vue ». Il assurait sérieusement cette protection, mais sans quitter sa bonne humeur, et cela lui permettait d'ajouter quelques anecdotes à sa collection, qu'il aimait livrer lors des nombreux repas que nous partagions avant, après, voire pendant nos réunions de cellule ou de section. Il aimait cette camaraderie renforcée par la bonne chère ; il aimait vendre Rouge sur le marché d'Asnières-Nord où il prenait pour cible de son ironie et de sa verve les militantEs du FN ou des partis de droite qui venaient défendre les bons Français et les bonnes Françaises contre les affreux immigrés et les affreuses immigrées — alors que ces dernierEs représentaient la majorité des personnes qui venaient sur ce marché ! Il aimait tendrement les siens, ses amiEs, sa compagne Monique, sa fille Claire... À elles nous adressons notre sympathie et notre affection. Adieu Jean-Marc, bravo et merci pour cette vie pleine d'engagement. Nous ne t'oublierons pas, et continuerons notre combat commun. Tu nous manqueras, mais tu seras malgré tout encore à nos côtés, dans le mouvement internationaliste révolutionnaire où tu avais trouvé ta place.

Ses camarades des Hauts-de-Seine



Complétons l'analyse du texte, commencée dans l'Anticapitaliste du 17 septembre, qui indiquait l'écart avec les demandes de la Coalition féministe et critiquait le manque de moyens pour la prévention, l'autonomie économique des femmes, les services publics dédiés et les associations assurant l'accueil des victimes.

Que reste-t-il de la loi intégrale ?

Au travail, la sensibilisation des salariéEs devient obligatoire, mais seulEs les cheffEs auront une formation. Une procédure de traitement des violences doit être mise en œuvre ; à l'heure où nous écrivons, le vote n'a pas encore eu lieu sur l'instauration d'un congé rémunéré pour les démarches à effectuer par les victimes. La loi interdit les mutilations sexuelles et les mariages forcés, et prévoit un accès aux droits facilité pour les victimes handicapées ou ayant demandé l'asile. Mais une étrangère ayant porté plainte ne bénéficiera d'aucune autorisation particulière de séjour et pourra être expulsée pendant la procédure ! Certains de ces reculs ont été imposés par des amendements estampillés Medef ou par les voix du RN, alors qu'en face, beaucoup de députéEs étaient absentEs... Le projet actuel retient surtout les mesures répressives, avec un gouvernement qui refuse d'octroyer le moindre budget contre les violences.

Mettre en avant des revendications féministes fondamentales

Rappelons les revendications du mouvement féministe et enfantiste : priorité à la prévention avec l'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité (EVARS), don t il faut gagner la généralisation, alors que la loi n'en parle même pas !

En bref

Racisme d'État 17 octobre 1961 : vérité et justice ! Le samedi 17 octobre, mobilisons-nous pour la reconnaissance du massacre de 1961 comme crime d'État. Il y a 65 ans, la police française massacrait à Paris des AlgérienNEs manifestant pacifiquement contre un couvre-feu raciste. Un appel unitaire, signé notamment par le NPA-L'Anticapitaliste, exige l'ouverture des archives, une recherche historique indépendante et un musée national d'histoire du colonialisme. Face aux discours de haine contre les AlgérienNEs et aux entraves à leur circulation et à leur séjour, cette mobilisation lie mémoire et combat antiraciste.

À Thiais, départ à 13h 30 du métro Chevilly-Larue vers le cimetière, division 97.

À Paris, manifestation à 16h 30 du Rex au pont Saint-Michel, puis jet de fleurs dans la Seine à 18h 30. Des initiatives sont aussi prévues ailleurs en France.

La rédaction

VSS Loi contre les violences sexuelles : où en est-on ?

La mobilisation féministe et enfantiste a obligé le Parlement à voter une loi le 13 octobre. Qu'en reste-t-il ? Comment reprendre la main pour stopper les violences faites aux femmes et aux enfants ?



Cortège du NPA-l'Anticapitaliste lors de la manifestation du 8 mars dernier à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS.

Réclamons que l'entretien individuel soit organisé chaque année pour les enfants, contrairement à la loi qui ne l'impose que tous les quatre ans et au gouvernement qui veut le remplacer par un questionnaire. La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants a montré que seules 13 % des victimes révèlent au moment des faits ce qu'elles ont subi. Des moyens pour permettre aux femmes et aux minorités de genre de sortir des violences, donc pour leur autonomie matérielle, en particulier pour les plus précaires ! Parmi les mesures nécessaires, instituer des hébergements d'urgence en nombre suffisant, adaptés et facilement accessibles, y compris pour les mineurEs et les femmes à la rue. Dans chaque département est créé un centre de prise en charge pluridisciplinaire des victimes ; encore faut-il qu'il dispose des moyens pour fonctionner, alors que les restrictions budgétaires entraînent la saturation des structures déjà dédiées et la fermeture de nombreux services

publics de santé. Car finalement, rien ne se fera sans les emplois et les ressources dont ils ont besoin. Les 3 milliards d'euros réclamés par la Coalition féministe sont programmés, mais sans disposition contraignante : ne lâchons rien pour les obtenir ! Les mesures pour en finir avec la culture du viol et son impunité doivent être financées : gardons-le en tête lors de la mobilisation sur le budget de l'État. Et stop aux coupures de subventions infligées aux associations chargées de l'accueil et de la sensibilisation !

Prochaines échéances pour une mobilisation unitaire

Ces revendications peuvent unifier le mouvement féministe,

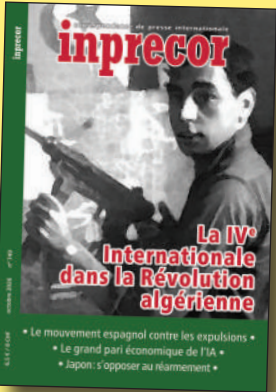
ce dont nous avons besoin pour peser dans le rapport de force. Et ne pas laisser d'espace à World With Women, un mouvement financé par des patrons pour obtenir la parité femmes-hommes à la table des décideurEs. Surtout que la prochaine échéance de la loi sera au Sénat en janvier ! Raison de plus pour préparer la mobilisation autour de la journée contre les violences sexuelles, afin que les initiatives soient les plus massives possibles ; en particulier les manifs du samedi 28 novembre, organisées à l'appel de Grève féministe (regroupement national d'associations féministes, de syndicats et de partis). **Commission nationale d'intervention féministe**

★ la-breche.com
► la librairie La Brèche
7, rue Taine, Paris 12^e

IV^e INTERNATIONALE Inprecor n° 749

Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Le numéro d'octobre d'Inprecor revient sur une période particulièrement importante de notre histoire : la solidarité concrète avec les AlgérienNEs luttant pour l'indépendance, avec un texte sur la résistance, notamment



menée autour de Pablo, un des dirigeantEs de la IV^e Internationale, et un autre sur les débats autour des expériences autogestionnaires. Nous abordons également l'actualité dans l'État espagnol avec le mouvement parti des expulsions locatives, les évolutions des politiques anti-immigration de l'Union européenne et l'évolution guerrière et autoritaire du pouvoir japonais. Enfin, nous publions une analyse des dynamiques économiques liées à l'IA.

Europe.
Juan Roch et Bea P. de la Cuerda, Madrid : la portée politique de la résistance aux expulsions

Aude Martenot — Le pacte anti-immigration européen exacerbe les politiques racistes

Japon.
Toshizo Omori, S'opposer au réarmement et au gouvernement Takaichi

Économie.
Michael Roberts, L'IA : le plus grand pari économique de l'histoire des États-Unis

Algérie.
Alex de Jong, Pablo, la guerre d'Algérie et les risques de la solidarité

Nadir Djermoune, Utopie, mythe et idéologie dans l'expérience de l'autogestion algérienne 1962-1965

Brésil.
Israel Dutra et Mariana Riscali, Les élections au Brésil : un enjeu crucial pour freiner l'extrême droite



LA RÉVOLTE DE LA JEUNESSE OUVRE UNE BRÈCHE

La révolte lycéenne est déjà historique par son ampleur et par la violence de la répression qu'elle affronte. Partie des quartiers populaires, elle a entraîné des centaines d'établissements et rassemblé deux mardis de suite près d'un demi-million de personnes le 6 et le 13 octobre. En luttant pour leurs conditions de travail, les lycéenNEs réclament des moyens et l'égalité. Leur mobilisation exprime aussi le refus du racisme institutionnel et de la fascisation. Face à la menace d'une victoire du RN, des mineurEs prennent part au combat antifasciste et veulent reprendre du pouvoir sur leur avenir. Le monde du travail peut élargir cette lutte par la grève, en portant ses propres exigences et en soutenant celles des jeunes. Du 17 octobre à la relance du 5 novembre, préparons les moyens d'étendre cette révolte.

Dossier coordonné par la rédaction, avec la contribution des Jeunesses anticapitalistes, de la Commission éducation nationale et de la Commission nationale antiracisme

La jeunesse refuse l'avenir qu'on lui impose

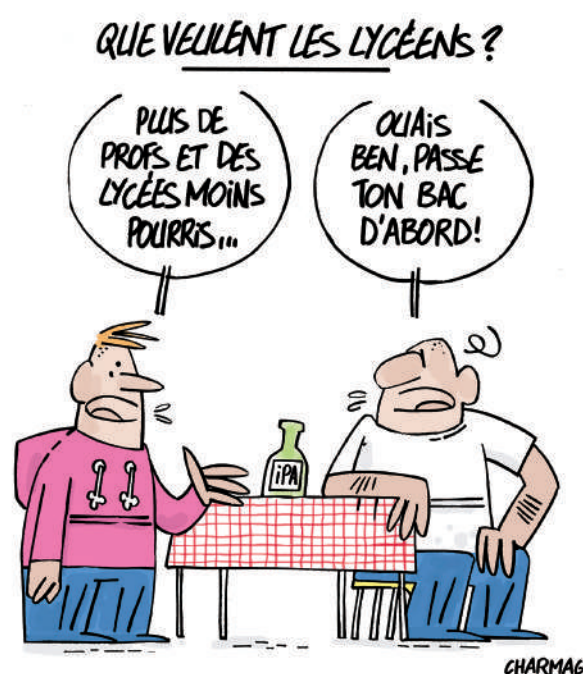
Les lycéenNEs se soulèvent contre la dégradation de leurs conditions d'étude. Leur révolte exprime aussi le refus du racisme institutionnel et de l'avenir que le capitalisme en crise et les pouvoirs toujours plus autoritaires leur préparent. La demande d'égalité porte une volonté d'émancipation.

La canicule historique de juin a rendu plus insupportable un quotidien scolaire déjà dégradé. Les bâtiments inadaptés se sont transformés en étuves, tandis que les élèves redoutent déjà le froid de l'hiver. La rentrée n'a pas résolu le manque d'enseignantEs ni la surcharge des classes.

Une lutte pour les conditions de travail

C'est une lutte pour les conditions d'étude des lycéenNEs. Les journées de 8 heures à 18 heures laissent peu de temps pour se reposer, d'autant que les trajets et les devoirs prolongent la journée après les cours. La pression du contrôle continu et de Parcoursup ajoute l'angoisse de l'orientation à la fatigue. Leur avenir semble dépendre de chaque note, alors que les conditions pour réussir sont profondément inégales. Le mal-être de cette génération est documenté. L'enquête EnCLASS 2024 de Santé publique France relève que 19% des lycéenNEs présentent un risque important de dépression. Le manque de personnels de santé dans les établissements prive aussi des

jeunes de l'accompagnement dont ils et elles ont besoin. La précarité assombrit aussi l'avenir. Selon un sondage OpinionWay pour Action contre la Faim, révélé le 11 octobre, unE jeune de 18 à 24 ans sur quatre déclare ne pas toujours avoir assez à manger. La promesse d'un avenir meilleur à condition de bien travailler se heurte à cette réalité.



Une révolte pour l'égalité et l'émancipation

Partie des quartiers populaires, la mobilisation exprime une conscience des discriminations qui structurent l'école. Les cours non remplacés et les bâtiments délabrés nourrissent une exigence d'égalité avec les établissements mieux dotés. Les lycéenNEs raciséEs veulent

reprendre collectivement du pouvoir sur leur vie, face au tri scolaire et aux orientations imposées. La violence policière leur fait aussi éprouver la fascisation en cours. Les jeunes des quartiers populaires, déjà confrontés aux contrôles discriminatoires, retrouvent devant leurs lycées les pratiques qu'ils connaissent dans la rue. La génération qui se mobilise aujourd'hui a aussi connu les révoltes après la mort de Nahel. Elle porte cette expérience dans sa lutte. Les slogans antifascistes qui traversent les cortèges expriment cette inquiétude. Face au risque d'une victoire du RN, des mineurEs veulent prendre part à la lutte antifasciste, sans attendre d'avoir l'âge de voter. Ils et elles savent que leur avenir se joue dès maintenant et refusent de le laisser décider par d'autres. Dans les cortèges, la solidarité avec la Palestine accompagne la dénonciation des budgets militaires, tandis que l'éducation est privée de moyens. Cette jeunesse conteste les choix d'un ordre capitaliste qui dégrade ses conditions de vie et menace son avenir.

Le pouvoir veut terroriser une génération

Face aux lycéenNEs qui réclament des moyens et l'égalité, le gouvernement répond par une répression massive. Elle frappe particulièrement la jeunesse racisée des quartiers populaires. La solidarité de tout le mouvement social doit permettre de la faire reculer.

Après avoir annoncé « aucune consigne de retenue », Nuñez refuse de s'excuser auprès des lycéenNEs blessés. Une grenade policière a arraché la main d'un élève de 15 ans à Lens. Un jeune a perdu un œil à Tours. À Belfort, un adolescent accuse un policier d'avoir tenté de le noyer, tandis que des sénateurs LR réclament pour cet agent la Légion d'honneur. À Saint-Ouen-l'Aumône, un tir policier de grenade lacrymogène a brisé la mâchoire et plusieurs dents d'Eden, 14 ans. À Argenteuil, un lycéen de 16 ans a été grièvement blessé à l'œil lors d'une intervention policière.

Les 1^{er} et 2 octobre, 3 696 jeunes ont été interpellés. Au 8 octobre, le ministère de la Justice recensait déjà 6 877 gardes à vue,

dont 5 890 mineurEs. Les passages à tabac s'accompagnent d'insultes racistes et les gardes à vue se déroulent dans des conditions dégradantes.

Le gouvernement a aussi fermé plus de 400 lycées, ainsi que des universités. Ce lock-out des établissements mobilisés, accompagné de la volonté d'imposer des cours à distance, vise à casser la mobilisation. Ceux qui prétendent défendre le droit d'étudier ferment eux-mêmes les portes des lycées.

Un ciblage raciste

Cette répression vise d'abord la jeunesse des quartiers populaires, déjà confrontée aux contrôles discriminatoires et aux violences policières. Sa demande d'égalité des conditions

d'étude exprime aussi le refus des discriminations et la volonté de reprendre collectivement du pouvoir sur sa vie. Les appels au calme adressés à ces jeunes font abstraction de cette expérience : devant leurs lycées, ils et elles retrouvent une police dont ils connaissent déjà le racisme.

Cette violence s'inscrit dans une continuité coloniale. Les pratiques répressives exercées dans les quartiers populaires se sont étendues à d'autres mobilisations, comme celle des Gilets jaunes, des mouvements écologistes et du mouvement social (code du travail, retraites...). Les mêmes armes mutilent les manifestantEs. Refuser qu'une génération se fasse massacrer par la police est au cœur du combat contre la fascisation.

Unité et solidarité

Refusons le partage entre un mouvement « légitime » et des « débordements » qui lui seraient extérieurs : il reproduit des hiérarchies racistes et de classe. Les dégradations

matérielles et les formes de résistance aux agressions policières font aussi partie de la mobilisation. Nous pouvons discuter de l'efficacité des actions et des risques encourus sans participer à leur condamnation publique ni réclamer des sanctions contre les jeunes (voir article sur le traitement médiatique).

L'annonce de l'arrêt des grenades assourdissantes ne suffit pas. Il faut obtenir le retrait de la police des lieux d'étude et la fin des poursuites contre les jeunes mobilisés et l'amnistie générale de tous les jeunes condamnés.

Toute notre solidarité doit aller à celles et ceux qui subissent la répression, en soutenant leur organisation et en rejoignant leur lutte. Nuñez et Geffray doivent partir, avec le gouvernement responsable de cette violence.



Des mauvais traitements médiatiques

Hélène Berkaoui décrit dans le *Bondy Blog* une mécanique familière aux quartiers populaires : « *quand la colère éclate, on finit par ne plus parler que de la manière dont elle s'exprime* ».

Les ordures soutiennent les poubelles

Du 28 septembre au 1^{er} octobre, les JT de France 2 ont consacré près de 25 minutes au mouvement, selon Acrimed. Plus de 19 minutes portent sur les violences et les affrontements, contre moins de deux minutes pour les revendications. Les violences policières occupent seulement 47 secondes. Sur cinq jours, l'étude d'ALATV portant sur TF1 et France 2 relève que 17 des 26 sujets s'ouvrent sur des images d'incendies.

La vétusté des lycées apparaît parfois, mais les inégalités entre les établissements des quartiers populaires et ceux des centres-villes sont évacuées. Le mouvement pour l'égalité des conditions d'étude est présenté comme un problème d'ordre public. La jeunesse racisée qui se mobilise pour sa dignité est renvoyée à la figure du « casseur ».

La police, elle, « riposte » ou serait « obligée de charger ». Ses violences deviennent des « interpellations musclées », tandis que les

Les blocages ont fini par entrer dans les JT, mais les raisons de la révolte restent à l'arrière-plan. En privilégiant les dégradations et les accusations de manipulation, les grands médias contribuent à délégitimer une jeunesse qui lutte pour l'égalité et pour un avenir.

MÉLÉNCHON MANIPULE LES LYCÉENS



blessures des jeunes sont noyées dans un récit de « tensions ». Ce vocabulaire efface le rapport de forces entre des adultes armés et des adolescentEs.

Effacement des motivations de la mobilisation

Les accusations gouvernementales contre LFI et l'extrême gauche occupent aussi les

antennes. Acrimed montre comment une note de renseignement, relayée par Matignon, sert à accréditer la thèse d'une manipulation sans apporter les preuves annoncées. La présence d'élus devant les lycées devient suspecte. Les lycéenNEs se voient ainsi dénier la capacité de comprendre leur situation et de décider de se mobiliser.

Quand des lycéenNEs sont invités, leurs revendications ont les plus grandes difficultés à se faire entendre. Sur BFM-TV, le 1^{er} octobre, Sabine Kharbach, de l'Union étudiante, parle à peine cinq minutes sur une émission de plus d'une heure. Durant sa première intervention, elle subit quinze interruptions en moins de trois minutes. Les demandes de condamnation des violences passent avant la discussion sur les conditions d'étude. Les journalistes mettent surtout en avant les conditions d'un retour en cours. Les revendications sont jugées à l'aune de ce qui permettrait de terminer la mobilisation. Celle-ci exprime pourtant une volonté de reprendre collectivement du pouvoir sur sa vie, que les discussions limitées aux mesures jugées négociables laissent de côté.

Rendre compte de la mobilisation exige de prendre au sérieux sa demande d'égalité, de documenter les discriminations qu'elle combat et de prendre la mesure des moyens qui manquent au service public d'éducation.

Pour tout changer, étendons le mouvement et la grève

La révolte lycéenne a initié une mobilisation dont tout le mouvement social peut se saisir. Son élargissement passe par la grève et par une organisation qui permette de tenir dans la durée.

Les manifestations ont rassemblé près d'un demi-million de personnes les mardis 6 et 13 octobre, tandis que les actions lycéennes n'ont jamais cessé. La multiplication des appels à la grève pour le 13 octobre, au-delà de l'Éducation nationale, montre que le mouvement peut entraîner d'autres secteurs.

Le monde du travail doit rejoindre la révolte

Rejoindre la jeunesse par la grève est désormais une tâche immédiate pour les salariéEs. Le soutien aux lycéenNEs et la lutte contre la répression vont de pair avec le combat pour les salaires et les moyens des services publics. Les mêmes budgets d'austérité dégradent les conditions d'étude et les conditions de vie de toute notre classe.

Étendre la grève et la reconduire partout où c'est possible suppose de construire des cadres d'auto-organisation. Les assemblées générales doivent décider des suites et les coordinations relier les établissements aux équipes mobilisées dans les entreprises. Les forces syndicales combattives ont un rôle à jouer pour entraîner leurs collègues. La convergence doit porter l'exigence d'égalité de la jeunesse racisée des quartiers populaires. Le refus des discriminations permet de construire l'unité de notre classe en combattant les inégalités qui la traversent. Soyons aussi chaque jour au plus près des lycéenNEs pour soutenir leur organisation et nous interposer face à la répression. Des personnels et des parents le font déjà.



À Avignon, le mardi 13 octobre. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS.

Le refus des discriminations permet de construire l'unité de notre classe en combattant les inégalités qui la traversent

Leur solidarité doit trouver des relais dans l'ensemble du mouvement social.

Le 17 octobre et au-delà

Le 17 octobre marque le début des vacances scolaires. Les mobilisations de cette journée, hors du temps de travail, peuvent permettre de rejoindre plus largement la lutte. Soixante-cinq ans après le massacre d'AlgérienNEs à Paris (lire page 5), faisons-en un point d'appui pour unir les exigences sociales et le combat antiraciste.

Au moment de son lancement, l'appel intersyndical au 5 novembre était critiquable : il renvoyait à plusieurs semaines la suite d'une mobilisation en pleine extension.

Cette date peut maintenant servir de point de relance à la rentrée, quelques jours après la reprise des cours.

Les vacances risquent de disperser les équipes et de suspendre les blocages. Il faut donc maintenir les contacts entre les établissements et préparer la reprise avec les équipes syndicales. Dans le monde du travail, la mobilisation peut se poursuivre pendant cette période : le calendrier scolaire ne doit pas fixer le rythme de toute la lutte. Préparer le 5 novembre commence dès maintenant, avec les lycéenNEs et les étudiantEs. Faisons de cette date une occasion de reprendre les blocages et d'élargir la grève. La force du mouvement dépendra de notre capacité à entraîner les salariéEs dans la grève.

Toustes ensemble, nous pouvons renverser le rapport de forces et rouvrir les possibles face à la fascisation et au rouleau compresseur capitaliste, à ses politiques antisociales, racistes et écocidaire.

Mais que veulent les lycéenNEs ?

Les revendications du mouvement portent d'abord sur des conditions d'étude dignes et sur le droit de choisir son avenir. Obtenir les moyens nécessaires exige de combattre l'austérité, mais aussi les dispositifs qui organisent le tri scolaire et les discriminations.

L'égalité des conditions d'étude exige un rattrapage pour les lycées des quartiers populaires, sous-dotés depuis des années. Cette exigence a lancé le mouvement et doit rester au centre de son élargissement.

Un plan d'urgence pour l'éducation

Le plan d'urgence porté par l'intersyndicale du 93 donne la mesure des besoins : en 2024, elle chiffrerait les besoins humains à 358 millions d'euros et réclamait notamment 5 000 enseignantEs. Garantir toutes les heures d'enseignement suppose des recrutements massifs, y compris pour assurer les remplacements. Chaque établissement doit disposer des personnels de santé nécessaires et d'AESH en nombre suffisant. Pour l'éducation prioritaire, nous défendons des classes limitées à 15 ou 20 élèves. Il faut garantir les dédoublements et étendre l'éducation prioritaire aux lycées, selon les besoins réels plutôt qu'une enveloppe budgétaire fermée.

Les établissements doivent être rénovés ou reconstruits, notamment pour résister aux épisodes de chaleur et rester utilisables en hiver. Pour alléger leurs emplois du temps, les lycéenNEs réclament la fin des journées de 8 heures à 18 heures et des cours du samedi. Il faut aussi abroger la réforme Blanquer du bac pour desserrer la pression permanente des évaluations et recréer des groupes-classes qui permettent une vie collective.

Un autre lycée est possible

L'abrogation de Parcoursup et la suppression de la sélection à l'université sont au cœur des revendications. Nous voulons aussi en finir avec les groupes de niveau et les orientations imposées vers des filières professionnelles non choisies. Le droit de poursuivre ses études doit être garanti, avec les places et les personnels nécessaires.

La gratuité doit couvrir tout ce qui permet réellement de suivre les cours, y compris la restauration et les transports. Elle exige aussi l'abrogation des frais d'inscription racistes qui frappent les étudiantEs étrangerEs. Nous refusons l'instauration de frais dans les formations jusque-là gratuites.

Les droits de toutes les familles doivent être garantis, y compris celles qui sont sans papiers. La scolarisation doit être inconditionnelle et aucune information ne doit être transmise à la police ou aux préfetures. La régularisation des jeunes et de leurs parents fait partie de cette exigence d'égalité. Nous défendons aussi l'abrogation des lois islamophobes, dont la loi de 2004 et l'interdiction de l'abaya. Reconnaître la liberté syndicale et le droit de grève dans les lycées permettrait aux élèves de défendre ces droits collectivement. L'autogestion des établissements porte aussi cette volonté de reprendre du pouvoir sur les conditions d'étude et la vie scolaire.



ESSAI « Le racisme joue un rôle déterminant dans l'histoire des États-Unis »

Entretien avec Mathieu Bonzom, dont le nouveau livre, « *Solidarity forever – Une histoire de la gauche aux États-Unis* », sort le 16 octobre (Éditions Divergences, 210 pages, 17 euros). À l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis, alors que le néofascisme trumpien y sévit déjà depuis des années, ce livre permet de mieux comprendre les trajectoires de la gauche américaine, à travers ses luttes et ses révoltes, et les enseignements à tirer de ses défaites comme de ses avancées.

Ton essai retrace chronologiquement près de quatre siècles d'histoire des États-Unis et place en son centre deux éléments fondateurs : le génocide des indigènes et l'esclavage des Noirs.

Les États-Unis sont un État colonial qui n'a jamais été décolonisé, même partiellement — pas même par un métissage qui refonderait la nation. Le colonialisme génocidaire est un fait fondamental sur lequel l'esclavage vient très vite se greffer, les deux fonctionnant ensemble.

Le colonialisme génocidaire est un fait fondamental sur lequel l'esclavage vient très vite se greffer

À la différence de l'Europe occidentale, le colonialisme et l'esclavage ont lieu sur place. L'immigration de masse arrive sur un territoire où ces questions saturent tout. Dès le 17^e siècle, les révoltes débouchent sur la séparation des populations noires des autres populations travailleuses subalternes. Avant même que la gauche entre en scène, il y a donc déjà plusieurs défaites.

Au chapitre 4, tu écris : « Le racisme représente l'un des grands obstacles que la gauche sociale et politique [...] doit surmonter ».

Le racisme joue un rôle déterminant dans l'histoire des États-Unis : cette question majeure est déjà là quand se pose celle de la construction d'une gauche. La révolution de 1776 maintient l'esclavage partout où il est massif. La guerre civile aboutit à son abolition, l'antiesclavagisme traversant alors tous les pans du Parti républicain. Mais, à l'issue de la Reconstruction dans les années 1870, il n'y a pas de véritable égalité raciale. Il y a, au contraire, un refus de redistribuer les terres et une victoire en fine de la réaction raciste.



Mathieu Bonzom par CYRIELLE L. A.

Le mouvement ouvrier doit créer une unité des classes travailleuses par-delà leur diversité et les oppressions qui les traversent

C'est sur ce terrain, fait de défaites face au racisme envers les Noirs, que le mouvement ouvrier doit se construire, se massifier et créer une unité des classes travailleuses par-delà leur diversité et les oppressions qui les traversent, sans y parvenir complètement. Avec l'immigration de masse, d'autres formes de racisme se développent, dont le racisme envers les Noirs est un peu la matrice. Cette question métastase et met en difficulté le mouvement ouvrier qui, avant la Première Guerre mondiale — période décisive pour les gauches en Europe —, n'a globalement pas réussi à la surmonter ni à constituer un parti de masse unifiant la classe. Le racisme se diffuse aussi à différents niveaux du syndicalisme. Toute une partie de la base populaire blanche est acquise à des partis bourgeois qui ont appris très tôt à produire son consentement au racisme et à la répression.

Ton essai retrace aussi les nombreux combats qui ont émaillé l'histoire des États-Unis, notamment ceux du mouvement noir.

Ce n'est pas une histoire jouée d'avance : les combats sont nombreux, l'esclavage et le racisme ne sont pas des données immuables hors de portée des luttes. Pendant la guerre civile, les Noirs, majoritairement esclaves, sont loin d'être passifs. Les actions de sabotage s'accumulent : Du Bois parle déjà d'une « grève générale » dans les plantations. Au milieu de la guerre, les républicains

décident d'enrôler les esclaves à peine libérés, qui contribuent à la victoire. Cela entraîne une véritable poussée démocratique, suivie d'un siècle de ségrégation terrible dans le Sud, jusqu'au mouvement des droits civiques des années 1950-1960. Ce moment décisif ne survient que 10 à 15 ans avant l'avènement du néolibéralisme : l'obstacle au développement d'une gauche de masse est levé, mais bien tard.

Les combats sont nombreux, l'esclavage et le racisme ne sont pas des données immuables hors de portée des luttes

J'essaie de proposer un récit unifié qui dépasse un peu la fragmentation bien réelle des combats de la gauche. Celui des femmes américaines est complexe : leur mouvement pour leurs droits est précoce (droit de vote conquis en 1920), comme leur rôle dans le mouvement ouvrier. Parmi les premières grèves recensées au 19^e siècle figurent des grèves de femmes. Certains des épisodes les plus connus, dont la grève dite de « Bread and roses » en 1912, mettent en avant des femmes et des enfants. Parmi les dirigeantes ouvrières ou anarchistes, on trouve Mother Jones, Elizabeth Gurley Flynn, Emma Goldman...

Le Parti démocrate, « alliance blanche transclasses » à sa fondation, longtemps esclavagiste puis allié des capitalistes, attire pourtant différents pans de la gauche américaine jusqu'à aujourd'hui. C'est un des plus anciens partis au monde. Dirigé par de riches esclavagistes, il s'implante chez les nouveaux électeurs des classes populaires. À l'ère industrielle, il se tourne vers les populations immigrées des villes du Nord, coupant l'herbe sous les pieds de la gauche et attirant des secteurs syndicalistes corporatistes et conservateurs comme l'AFL. Pendant et après le New Deal, il reprend des revendications de la gauche et parvient ainsi à éliminer le Parti communiste américain après la Seconde Guerre mondiale. Le bipartisme américain n'est donc pas structuré par une opposition droite-gauche. Le Parti démocrate ne rompt avec la ségrégation du Sud qu'après le mouvement des droits civiques, sans remettre en cause le néolibéralisme qui s'installe aussi avec Carter ou Clinton.

Le bipartisme américain n'est pas structuré par une opposition droite-gauche

Aujourd'hui, DSA (les Socialistes démocratiques d'Amérique) utilise les primaires du Parti démocrate, de fait organisées par les États, pour se faire connaître et accumuler des forces militantes et institutionnelles. Même si des illusions ressurgissent parfois sur la possibilité de réformer ce parti, il s'agit surtout de constituer une gauche qui pourra voler de ses propres ailes.

Si tu devais retenir un événement porteur d'espoir dans ce contexte américain de fascisation... ?

Minneapolis est une expérience extrêmement importante : dans l'urgence, elle retrouve la possibilité d'une grève politique, en théorie interdite aux États-Unis. Pendant des mois, c'était la terreur : l'ICE quadrille la ville, va chercher au travail ou à domicile les personnes sans papiers, mais aussi les populations non blanches en général. Dans ce bastion de la gauche, la volonté est de casser les solidarités. Mais les luttes font partir ces milliers d'agents : elles ne font pas cesser toutes les arrestations arbitraires, mais la terreur, oui.

Minneapolis est une expérience extrêmement importante : dans l'urgence, elle retrouve la possibilité d'une grève politique, en théorie interdite

Le mouvement social a gagné en mettant des dizaines de milliers de personnes en position d'observateurEs de l'action policière, puis en faisant de ces observateurEs des militantEs organiséEs en réseaux dans tous les quartiers pour donner l'alarme avec des sifflets. C'est dans ce contexte que surviennent les meurtres de janvier. On a parfois souligné que les victimes étaient blanches, mais elles étaient surtout en première ligne du fait de cette solidarité universelle construite dans la lutte. Tous les réseaux du mouvement social de la ville appellent alors à la grève générale, non déclarée puisqu'illégale, avec une victoire à la clé : le départ de la plupart des agents de l'ICE.

*Solidarity forever !
Propos recueillis par Aurélie*



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)

[l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.soundcloud.com/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°176-177 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

